



DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

communiqué

No: 76
No.:

DIFFUSION: POUR DIFFUSION IMMEDIATE
RELEASE: LE 18 OCTOBRE 1979

RENCONTRES CANADA/CE
16-18 OCTOBRE 1979

À Ottawa, les 16 et 17 octobre, des hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada et de la Commission des Communautés européennes ont tenu des consultations de haut niveau et ont participé aux rencontres des deux sous-comités du Comité de coopération mixte (CCM). Les rencontres de haut niveau ont lieu depuis novembre 1972. Quant au CCM et ses sous-comités (sous-comité de coopération industrielle et sous-comité préparatoire et de coopération générale), ils ont été créés en vertu de l'accord-cadre Canada/CE signé le 6 juillet 1976. Des représentants des provinces canadiennes étaient présents aux rencontres des sous-comités.

La délégation des CE était conduite par M. Manfred Caspari, sous-directeur général des relations extérieures. M. J.R. McKinney, conseiller économique spécial au ministère des Affaires extérieures, dirigeait celle du Canada. Le sous-comité de la coopération industrielle était présidé, pour la partie canadienne, par M. A.M. Guérin, sous-ministre adjoint au ministère de l'Industrie et du Commerce.

Les rencontres ont donné lieu à un échange de vues exhaustif sur les perspectives économiques de 1980, notamment sur l'orientation probable du commerce international et sur les possibilités de croissance au Canada et en Europe. Les deux parties ont souligné jusqu'à quel point la croissance économique et le commerce international dépendront de l'évolution du marché énergétique.

Les discussions ont permis aux participants de réaffirmer l'importance qu'ils attachent à la mise en application rapide des accords conclus lors des récentes Négociations commerciales multilatérales (NCM). Les représentants du Canada et des CE ont fait connaître les grandes lignes des méthodes qu'ils entendent suivre pour ce faire.

En ce qui a trait à la question cruciale de l'approvisionnement énergétique, les deux délégations ont pris acte des résultats découlant du Sommet de Tokyo tenu en juin de cette année, de la rencontre à Paris, en septembre, des ministres de l'Energie, et des travaux actuels de l'Agence internationale de l'énergie. C'est dans ce contexte que les participants ont fait part de leurs propres politiques et problèmes énergétiques.

On a convenu de la priorité, de part et d'autre, d'atteindre des niveaux satisfaisants de croissance économique sans pour autant accroître la consommation énergétique. Les participants ont reconnu qu'une utilisation plus rationnelle de l'énergie s'appuie sur l'application plus généralisée à tous les paliers économiques des méthodes connues d'économie, sur une diffusion plus universelle des résultats des recherches menées dans les technologies nouvelles et sur la commercialisation rapide des énergies de remplacement. On a étudié les possibilités de coopération dans ces domaines entre le Canada et les CE.

Les représentants du Canada ont passé en revue les progrès dans les industries du charbon, du pétrole, du gaz et de l'uranium ainsi que les possibilités qu'offrent ces secteurs. Les perspectives d'une coopération éventuelle, particulièrement en ce qui a trait à la houille de chauffage domestique et au gaz de l'Arctique, ont été étudiées, et on a pris acte de l'importance de cette coopération pour l'avenir du développement des ressources et de l'approvisionnement énergétique du Canada.

Quant aux énergies de remplacement du pétrole, la partie européenne a évoqué non seulement le rôle accru que pourraient jouer le charbon et le gaz, mais aussi les travaux actuels visant à encourager le recours aux énergies solaire et géothermique. Les Européens ont en outre souligné la place importante qu'occupe l'énergie nucléaire dans leurs efforts pour réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole.

Le Canada et les CE ont tous deux contribué activement à l'Évaluation internationale du cycle du combustible nucléaire (EICCN). Ils prévoient que les travaux de l'EICCN, censés s'achever au début de l'an prochain, faciliteront le resserrement de leur coopération actuelle, conformément à leurs politiques respectives dans ce secteur. Cette coopération devrait englober à la fois la question de l'approvisionnement à long terme en uranium destiné à des fins pacifiques et les perspectives d'échanges accrus dans les domaines de la technologie et du matériel nucléaires.

De plus, les deux parties ont noté avec satisfaction les possibilités de coopération au chapitre de la recherche sur la gestion des déchets nucléaires.

Les deux délégations ont également passé en revue tout un éventail de questions précises dans leurs relations économiques et commerciales, notamment en ce qui a trait aux secteurs industriel et agricole.

Des rencontres distinctes devaient se tenir le 18 octobre avec la participation de représentants des provinces intéressées dans le but de revoir les modalités régissant la mise en marché et la vente au Canada des produits alcooliques européens.

Le sous-comité de la coopération industrielle a reçu des rapports sur l'état de cette coopération entre le Canada et les CE. Dans cette optique, il est à signaler que les discussions portant sur un projet conjoint de recherche en vue d'améliorer le rendement énergétique des hauts fourneaux sidérurgiques sont fort avancées. Le projet, annoncé en janvier de cette année, touche trente-six hauts fourneaux en Europe et au Canada. On a également exploré plus avant la possibilité de reprendre en Europe le concept canadien de l'Énergiebus. L'Énergiebus est conçu et équipé pour tester le rendement énergétique de certaines installations industrielles et de proposer des moyens d'économiser l'énergie. Le gouvernement du Canada a indiqué qu'il serait disposé à dispenser la formation technique nécessaire à l'utilisation de cette innovation canadienne, ce qui pourrait permettre aux États membres intéressés de produire leur propre version de l'Énergiebus. Cette initiative pourrait amener l'exécution de programmes analogues dans des domaines connexes.

On a également échangé des informations sur l'organisation en Europe et au Canada de "Colloques de technologie" portant sur les progrès dans le domaine des métaux non ferreux et des procédés industriels ainsi que sur l'application d'un programme global mis sur pied en 1978 pour la coopération dans le domaine de l'amiante.

Les deux délégations ont insisté sur l'importance de la venue au Canada, en novembre 1979, d'une mission européenne chargée d'étudier la téléinformatique. Un nombre significatif de sociétés européennes ont déjà annoncé leur participation et de nombreuses autres ont manifesté considérablement d'intérêt pour cette tentative d'unification des efforts devant mener à l'expansion de cette nouvelle industrie, notamment par des investissements, le partage des techniques et la mise en marché. Une mission canadienne analogue s'était rendue en Europe en 1978.

Le sous-comité de la coopération industrielle a accueilli favorablement l'intérêt croissant manifesté par les industriels européens à l'endroit de la coopération commerciale et industrielle avec le Canada. C'est avec satisfaction que le sous-comité a pris acte du succès de la visite du BDI (Fédération des industries allemandes) au Canada, et il a exprimé l'espoir que les visites prochaines des industriels hollandais, italiens et belges seront tout aussi fructueuses.

Au sous-comité de la coopération préliminaire et générale, on a souligné que les préparatifs allaient bon train pour la tenue de la troisième rencontre à l'échelon ministériel du Comité de coopération mixte Canada/CE à Bruxelles, le 17 décembre.